

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2011 — 1375

[C – 2011/29295]

**31 MARS 2011. — Décret relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics  
au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence,  
à l'autonomie et au contrôle des organismes publics,  
des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, le point 4 est remplacé par ce qui suit:

« 4. administrateur public : toute personne ou son suppléant :

a) qui, de manière cumulative :

- siège au sein de l'organe chargé de la gestion d'un organisme public;

- a été nommée par le Gouvernement ou par le Parlement ou sur proposition de ceux-ci, conformément au décret ou à l'arrêté portant création dudit organisme public, à ses statuts ou aux droits du Gouvernement dans l'actionnariat ou a été nommée, au sein de l'organe de gestion d'un organisme public, sur intervention de la Communauté française, d'un organe qui en dépend, d'une province ou d'une commune;

b) et qui n'est pas administrateur de droit de l'organe de gestion d'un organisme public. »

§ 2. Dans le même article 1<sup>er</sup> sont insérés des points *4bis*, *4ter* et *4quater*, rédigés comme suit :

« *4bis.* "gestionnaire public" : toute personne, autre qu'un administrateur public, chargé de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de l'organisme public."

*4ter.* "organe de gestion" : le conseil d'administration de l'organisme public ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la mission ou de l'objet social de l'organisme public;

*4quater.* "9<sup>o</sup> observateur" : toute personne qui, sans être administrateur, est désignée par le Gouvernement pour assister aux organes de la société sans rôle délibératif et qui a accès aux pièces. »

**Art. 2.** Dans l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même décret, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Si, en application des dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, un de ces groupes politiques ne dispose pas d'un administrateur public au sein de l'organe de gestion d'un organisme public, il y est représenté par un observateur désigné par le Gouvernement, sur proposition de ce groupe politique. »

**Art. 3.** L'article 10 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, les formes et modalités d'attribution de la rémunération des administrateurs publics.

La rémunération de l'administrateur public ne peut lui être versée dans son intégralité si, au cours d'un même exercice, il a, sans justification valable, été absent à plus de 20 % des réunions de l'organe de gestion.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, un montant minimal et un montant maximal entre lesquels les rémunérations des administrateurs et gestionnaires publics devront être fixées.

Lors de la fixation de la rémunération d'un administrateur public, l'organisme tient compte du fait que cet administrateur est en outre président ou vice-président du conseil d'administration, ou président ou membre d'un comité ou d'un organe créé par le conseil d'administration de l'organisme.

Lors la fixation de la rémunération d'un gestionnaire public, l'organisme tient compte des éléments suivants :

1<sup>o</sup> son niveau de responsabilité;

2<sup>o</sup> son ancienneté;

3<sup>o</sup> son expérience;

4<sup>o</sup> son domaine d'activités.

§ 3. Les montants visés au § 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du service public.

Ces montants sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990 et s'entendent "avantages de toute nature compris. »

**Art. 4.** L'article 11 du même décret est abrogé.

**Art. 5.** L'article 13 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit:

« Le rapport annuel d'activités est accessible sur simple demande. La demande peut être refusée dans les cas visés à l'article 6 du décret du 22 décembre 1994 sur la publicité de l'administration. »

**Art. 6.** L'article 14 du même décret est complété par un point 7, rédigé comme suit :

« 7. dans quelle mesure et à quelles conditions une dépense engagée par l'un des membres, dans l'exercice de ses fonctions, peut être remboursée par l'organisme public, ainsi que l'établissement, par chacun des membres, d'un rapport annuel reprenant les dépenses qu'il a engagées dans l'exercice de ses fonctions. »

**Art. 7.** A l'article 15 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "de manière anonyme et en précisant les montants auxquels ont droit les administrateurs en fonction de leur qualité d'administrateur, de Président ou de Vice-président du conseil d'administration pour leurs rémunérations, indemnités et jetons de présence," sont insérés entre les mots "sont repris" et les mots "dans le rapport annuel";

2° l'article 15 est complété comme suit :

« Ce rapport contient également les règles et modalités de rémunération des gestionnaires publics. »

3° l'article 15 est complété par un second alinéa, rédigé comme suit :

« Chaque organisme communique annuellement au Ministre de tutelle les montants individualisés de la rémunération de chacun de ses membres et de chaque gestionnaire public. »

**Art. 8.** L'article 32 du même décret est complété par un point 10, rédigé comme suit :

« 10° l'exercice d'une fonction dirigeante d'un organisme sur lequel l'organisme public relevant des compétences du Commissaire exerce un contrôle. »

**Art. 9.** L'article 34 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. Le Commissaire du Gouvernement assiste aux réunions du conseil d'administration de l'organisme public au sein duquel il exerce ses missions, ainsi qu'aux réunions des comités et organes de cet organisme qui disposent d'un pouvoir décisionnel par délégation de l'organe de gestion. »

**Art. 10.** Dans le même décret, la section 1<sup>er</sup> du chapitre II du Titre VI est complétée par une sous-section 5, comportant l'article 36<sup>ter</sup>, rédigé comme suit :

"Sous-section 5. — Rémunération du Commissaire du Gouvernement

Art. 36<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut déterminer, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, les formes et modalités d'attribution de la rémunération des Commissaires du Gouvernement.

Il sera notamment tenu compte du fait que la rémunération du Commissaire du Gouvernement ne peut lui être versée dans son intégralité si, au cours d'un même exercice, il a, sans justification valable, été absent à plus de 20 % des réunions de l'organe de gestion.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, le montant de la rémunération des Commissaires du Gouvernement. »

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française*

**Art. 11.** Un alinéa 2 est ajouté à l'article 5, § 5, du décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française, rédigé comme suit :

« § 2. En outre, la fonction de Président du Fonds est incompatible avec la qualité de chef de Cabinet du Ministre du Budget; »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 31 mars 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

—  
Note

Session 2010-2011.

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 178-1. - Rapport, n° 178-2  
Compte-rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du 30 mars 2011.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 1375

[C — 2011/29295]

**31 MAART 2011. — Decreet betreffende het bestuur in de uitvoering van de overheidsmandaten binnen de overheidsinstellingen en binnen de van de overheid afgeleide entiteiten**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijziging van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren*

**Artikel 1.** § 1. In artikel 1 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt punt 4 vervangen als volgt :

« 4. de overheidsbestuurder : elke persoon of zijn plaatsvervanger :

a) die cumulatief :

- zitting houdt binnen het orgaan belast met het beheer van een overheidsinstelling;

- benoemd werd door de Regering of door het Parlement of op voorstel van deze, overeenkomstig het decreet of het besluit tot oprichting van die overheidsinstelling, haar statuten of de rechten van de Regering in het aandeelhouderschap, of die benoemd werd binnen het beheersorgaan van een overheidsinstelling door toedoen van de Franse Gemeenschap, van een orgaan dat ervan afhangt, van een provincie of van een gemeente;

b) en die geen bestuurder van rechtswege is van het beheersorgaan van een overheidsinstelling. »

§ 2. In hetzelfde artikel 1 worden de punten *4bis*, *4ter* en *4quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« *4bis.* "de overheidsbeheerder" : elke andere persoon dan de overheidsbestuurder, die belast is met het dagelijks beheer of die handelt binnen het orgaan belast met het dagelijks beheer van de overheidsinstelling. »

*4ter.* "het beheersorgaan" : de raad van bestuur van de overheidsinstelling of, bij gebreke hieraan, elk ander orgaan, ongeacht de benaming, dat over alle bevoegdheden beschikt die nodig zijn voor het vervullen van de opdracht of het maatschappelijk doel van de overheidsinstelling;

*4quater.* "9° de waarnemer : elke persoon die, zonder bestuurder te zijn, door de Regering wordt aangesteld om de organen van de vennootschap zonder stemgerechtigd te zijn, bij te wonen en die toegang heeft tot de stukken. »

**Art. 2.** In artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het eerste en tweede lid :

« Indien, met toepassing van de bepalingen van het eerste lid, één van deze politieke groepen niet over een overheidsbestuurder binnen het beheersorgaan van een overheidsinstelling beschikt dan wordt hij door een waarnemer vertegenwoordigd die aangesteld wordt door de Regering op voorstel van deze politieke groep. »

**Art. 3.** Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. § 1. De Regering bepaalt, per instelling en rekening houdend met de activiteitensector van deze, de voorwaarden en nadere regels voor de toekenning van de bezoldiging van de overheidsbestuurders.

De bezoldiging van de overheidsbestuurder kan hem niet integraal betaald worden indien hij tijdens eenzelfde boekjaar, zonder geldige rechtvaardiging, meer dan 20% afwezig is geweest op de vergaderingen van het beheersorgaan.

§ 2. De Regering kan, per instelling en rekening houdend met de activiteitensector van deze, een minimumbedrag en een maximumbedrag bepalen tussen welke de bezoldigingen van overheidsbestuurders en -beheerders zullen vastgesteld worden.

Bij het bepalen van de bezoldiging van een overheidsbestuurder houdt de instelling rekening met het feit dat deze bestuurder trouwens voorzitter of vice-voorzitter is van de raad van bestuur of voorzitter of lid van een comité of een orgaan opgericht door de raad van bestuur van de instelling.

Bij het bepalen van de bezoldiging van een overheidsbeheerder, houdt de instelling rekening met de volgende elementen :

1° zijn verantwoordelijkheidsniveau;

2° zijn anciënniteit;

3° zijn ervaring;

4° zijn activiteitendomein.

§ 3. De bedragen bedoeld in § 2 worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Deze bedragen worden gekoppeld aan de spilindex 138,01 geldend op 1 januari 1990 en zijn "voordelen van alle aard" inclusief.

**Art. 4.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Het jaarlijks activiteitenverslag is verkrijgbaar op eenvoudige aanvraag. De aanvraag kan geweigerd worden in de gevallen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur. »

**Art. 6.** Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een punt 7, luidend als volgt :

« 7. in welke maat en onder welke voorwaarden kan de uitgave gedaan door één van de leden, in de uitoefening van zijn functie, terugbetaald worden door de overheidsinstelling, alsook het opmaken door elk van de leden van een jaarverslag met de uitgaven die hij in de uitoefening van zijn functie gedaan heeft. »

**Art. 7.** In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "op een anonieme wijze en met vermelding van de bedragen waarop de bestuurders recht hebben in functie van hun hoedanigheid van bestuurder, Voorzitter of Vice-voorzitter van de raad van bestuur voor hun bezoldigingen, vergoedingen en presentiegelden," worden ingevoegd tussen de woorden "worden" en de woorden "in het bij artikel 13";

2° artikel 15 wordt aangevuld als volgt :

« Dit verslag bevat ook de regels en nadere regels voor de bezoldiging van de overheidsbeheerders. »

3° artikel 15 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Elke instelling deelt elk jaar de toezichthoudende minister de geïndividualiseerde bedragen mee van de bezoldiging van elk lid en elke overheidsbeheerder. »

**Art. 8.** Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een punt 10, luidend als volgt :

« 10° de uitoefening van een leidende functie van een instelling waarop de overheidsinstelling behorend tot de bevoegdheden van de Commissaris een controle uitvoert. »

**Art. 9.** Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 34. De Regeringscommissaris woont de vergaderingen van de raad van bestuur van de overheidsinstelling bij waarin hij zijn opdrachten vervult, alsook de vergaderingen van de comités en organen van deze instelling die over een beslissingsbevoegdheid beschikken bij delegatie van het beheersorgaan. »

**Art. 10.** In hetzelfde decreet wordt de afdeling I van hoofdstuk II van Titel VI aangevuld met een onderafdeling 5, houdende artikel 36ter, luidend als volgt :

« Onderafdeling 5. — Bezoldiging van de Regeringscommissaris

« Art. 36ter. § 1. De Regering kan, per instelling en rekening houdend met de activiteitensector van deze, de voorwaarden en de nadere regels bepalen voor de toekenning van de bezoldiging van de Regeringscommissarissen.

Er zal inzonderheid rekening worden gehouden met het feit dat de bezoldiging van de Regeringscommissaris hem niet integraal betaald kan worden als hij tijdens eenzelfde boekjaar, zonder geldige rechtvaardiging, meer dan 20 % afwezig is geweest op de vergaderingen van het beheersorgaan.

§ 2. De Regering kan, per instelling en rekening houdend met de activiteitensector van deze, het bedrag bepalen van de bezoldiging van de Regeringscommissarissen. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het "Fonds Ecureuil" van de Franse Gemeenschap*

**Art. 11.** In artikel 5, § 5, van het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het "Fonds Ecureuil" van de Franse Gemeenschap, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Bovendien is de functie van Voorzitter van het Fonds onverenigbaar met de hoedanigheid van Kabinetschef van de Minister van Begroting. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 31 maart 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

Zitting 2010-2011.

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 178-1. - Verslag nr. 178-2.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 30 maart 2011.